

A R R E T E

**n°2004-259-7 du 15 septembre 2004 portant
prescriptions complémentaires, à la Société WÄRTSILA France sas, en matière de pollution
des sols et de surveillance de la qualité des eaux souterraines, pour son site industriel du
1 rue de la Fonderie à MULHOUSE
au titre du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement**

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement ;
- VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les Administrations ;
- VU** le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article 18 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2335 du 16 août 2000 (arrêté codificatif et prescriptions complémentaires) autorisant et réglementant la poursuite des activités de la Société WÄRTSILA sas France sur son site du 1 rue de la Fonderie à Mulhouse ;
- VU** la lettre préfectorale du 31 octobre 2000, s'agissant de l'exploitation d'une machine à laver les culasses classées au titre de la rubrique n°25 65/2 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** le rapport de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'inspection des installations classées du 24 mai 2004 ;
- VU** les observations et informations émises du Conseil départemental d'hygiène du 25 juin 2004 ;
- VU** l'avis du Conseil départemental d'hygiène du 25 juin 2004 ;

CONSIDERANT les constats du diagnostic initial et de l'Evaluation Simplifiée des Risques (en matière de pollution des sols et des eaux souterraines) – Rapport BURGEAP. Rst 412/A.8047/C.801419 du 10 juin 2002 -, et notamment la mise en évidence au droit de certains secteurs du site :

- d'une pollution de sol par des hydrocarbures totaux (sondage S2),
- des solvants chlorés (sondage S9),
- des BTEX et HAP à l'état de traces,
- de remblais à scories contaminés par des métaux ;

CONSIDERANT que le rapport dont il est fait état précédemment traduit une pollution des eaux souterraines au droit de certains puits de contrôle de la qualité des eaux souterraines, mis en place sur le site, et notamment pollution par :

- des hydrocarbures totaux et solvants chlorés sur le puits Pz4,
- des solvants chlorés sur le Pz5 ;

CONSIDERANT que le rapport d'ESR dont il est fait état précédemment, conclut au classement du site de la Sté WÄRTSILA France Sas en **classe "1"** selon la méthodologie "sites/ sols pollués" du Ministère de l'environnement pour les sources de pollution "solvants chlorés" et "hydrocarbures totaux" sur le milieu eaux souterraines « usage AEP », « usage futur AEP », ainsi qu'en **classe "2"** pour :

- les sources de pollution "solvants chlorés" et "hydrocarbures totaux" sur le milieu eaux souterraines « usage non AEP » et sur le milieu « sols »,
- la source "remblais à scories contenant des métaux lourds" sur le milieu eaux souterraines « usage AEP », « usage non AEP », et sur le milieu « sols » ;

CONSIDERANT qu'au vu de la classification du site, il y a donc lieu d'imposer à l'exploitant du site des prescriptions en vue de réaliser une Etude Détaillée des Risques (caractérisation de la pollution [étendue géographique, degré de pollution, ...], traitement) ;

CONSIDERANT qu'il y a également lieu de poursuivre la surveillance de la qualité des eaux souterraines ;

CONSIDERANT par ailleurs, les résultats de la surveillance de la qualité des eaux souterraines : Rapport BURGEAP. Rst 517a /A.10228/ C.802590 du 31.12.2002, mettant en évidence :

- une pollution des eaux souterraines par des hydrocarbures totaux sur les puits de contrôle Pz1, Pz2, Pz3, Pz4, Pz5 et Pz fonderie, à des teneurs supérieures à la VCI us,
- une pollution des eaux souterraines par des BTEX sur les puits de contrôle Pz3 et Pz4 à la teneur de la VCI us,
- une pollution des eaux souterraines par des solvants chlorés, sur les puits de contrôle Pz2, Pz3, Pz4, Pz5 et Pz fonderie, à des teneurs supérieures à la VCI us ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en matière de réalisation d'une Evaluation Détaillée des Risques (EDR), et de surveillance de la qualité des eaux souterraines, en vue de garantir la préservation des intérêts de l'article L 511-1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement,

APRES communication au demandeur du projet d'arrêté de prescriptions complémentaires,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRETE

ARTICLE 1 - CHAMP D'APPLICATION

La Société WÄRTSILA France Sas désignée "l'exploitant" dans le présent arrêté, dont le siège social est 1 rue de la Fonderie – 68054 MULHOUSE Cedex, est tenue de respecter les prescriptions techniques définies aux articles suivants qui s'appliquent à son site du 1 rue de la Fonderie à MULHOUSE.

ARTICLE 2 - Etude détaillée des Risques

Dans un délai de 6 mois, l'exploitant remettra au préfet une EDR (Etude Détaillée des Risques) ayant pour objectif de :

- définir l'extension / étendue de la pollution (hydrocarbures totaux, solvants chlorés, BTEX, ...) et son degré de pollution, tant au niveau des sols que des eaux souterraines, au droit, à proximité et à l'aval de son site,
- définir des objectifs de traitement / réhabilitation,
- déterminer une stratégie de traitement.

Des propositions de traitement seront faites et mises en œuvre au vu des conclusions de l'EDR.

Si des opérations de décaissement s'avèrent nécessaires, des mesures seront prises pour éviter toute lixiviation des sols par des eaux météoriques.

Après décaissement, les excavations seront comblées de matériaux inertes, ou des terres excavées du site et traitées in situ, si leur qualité après traitement le justifie.

Les produits et liquides décaissés, pompés, résultant d'un traitement, ... seront éliminés comme déchets dans des installations autorisées à cet effet, à l'exception des éventuelles terres excavées du site et dépolluées sur le site, dont il est fait état au paragraphe précédent, et qui pourront être remises sur les lieux d'excavation si leur qualité après traitement le justifie. L'exploitant justifiera au préfet de la bonne élimination des déchets récupérés, dans le mois qui suit les opérations de récupération.

ARTICLE 3 - Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Dès la notification du présent arrêté, l'exploitant poursuivra la surveillance de la qualité des eaux souterraines.

Outre la réalisation de nouveaux puits de contrôle qui seront réalisés dans le cadre de l'EDR dont il est fait état à l'article 1^{er} du présent arrêté, les puits de contrôle à surveiller sont les puits Pz1, Pz2, Pz3, Pz4, Pz5 et Pz fonderie, comme définis au plan annexé au présent arrêté.

Les paramètres à surveiller sont définis ci-après.

Ouvrage	Paramètre à surveiller	Fréquence
Pz1	Hydrocarbures totaux	semestrielle
Pz2	COHV	semestrielle
Pz3	BTEX	semestrielle
Pz4	HAP	annuelle
Pz5	Métaux lourds	annuelle
Pz fonderie		

Les résultats d'analyses, avec commentaires, seront adressés dès réception à l'inspection des installations classées.

Les paramètres de surveillance ainsi que les fréquences de surveillance pourront ultérieurement être revus en fonction des résultats de la surveillance.

ARTICLE 4 - Frais

Les frais induits par le respect des prescriptions imposées par le présent arrêté (études, réalisations, analyses), sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 5 - Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L 514.1 du titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement.

ARTICLE 6 -

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de Mulhouse et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de Mulhouse pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des Installations Classées et le Maire de MULHOUSE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le 15 septembre 2004

Pour le Préfet,
Et par délégation
Le Secrétaire Général

<p>Délais et voie de recours (article L 514-6 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement). La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers ou les communes intéressées à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.</p>
--